



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.109/842
9 août 1985

COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA
SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS)

Résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1285ème séance,
le 9 août 1985

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question des îles Falkland (Malvinas),

Conscient que le maintien de situations coloniales est incompatible avec l'idéal de paix universelle de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant les résolutions 1514 (XV), 2065 (XX), 3160 (XXVIII) 31/49, 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale en date des 14 décembre 1960, 16 décembre 1965, 14 décembre 1973, 1er décembre 1976, 4 novembre 1982, 16 novembre 1983 et 1er novembre 1984 ainsi que ses résolutions A/AC.109/756 et A/AC.109/793 en date du 1er septembre 1983 et du 20 août 1984 et les résolutions 502 (1982) et 505 (1982) du Conseil de sécurité, en date des 3 avril et 26 mai 1982 respectivement,

Déplorant que, malgré le temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de la résolution 2065 (XX), ce différend prolongé n'ait pas encore été réglé,

Conscient qu'il est dans l'intérêt de la communauté internationale que les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord reprennent les négociations afin de trouver à bref délai une solution pacifique, juste et définitive au conflit de souveraineté touchant à la question des îles Falkland (Malvinas),

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations Unies relatifs au non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales et au règlement pacifique des différends internationaux,

Observant avec préoccupation que la militarisation de la région par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord compromet le climat de confiance nécessaire à la reprise des négociations,

Ayant entendu les déclarations des représentants de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Soulignant qu'il importe que le Secrétaire général poursuive ses efforts afin de mener à bon terme la mission qui lui a été confiée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 37/9, 38/12 et 39/6,

Réaffirmant la nécessité pour les parties de tenir dûment compte des intérêts de la population des îles Falkland (Malvinas), conformément aux dispositions des résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale,

1. Réaffirme que la seule manière de mettre fin à la situation coloniale particulière qui caractérise les îles Falkland (Malvinas) est de parvenir à un règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté qui continue d'opposer les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
2. Note avec satisfaction que le Gouvernement de la République argentine a manifesté son intention d'appliquer les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question des îles Falkland (Malvinas);
3. Déplore que la reprise des négociations recommandées par l'Assemblée générale n'ait pu encore avoir lieu en raison du refus du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'aborder la question de la souveraineté dans le cadre de négociations globales;
4. Prie instamment les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de reprendre les négociations afin de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique au conflit de souveraineté touchant à la question des îles Falkland (Malvinas) conformément aux dispositions des résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale;
5. Réaffirme son appui sans réserve au Secrétaire général qui a entrepris une nouvelle mission de bons offices afin d'aider les parties à satisfaire à la demande formulée au paragraphe 1 des résolutions 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale;
6. Décide de poursuivre l'examen de la "Question des îles Falkland (Malvinas)", sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait formuler à cet égard lors de sa quarantième session.
